



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 16 novembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **23 novembre 2020**.

L'an deux mille vingt, **le seize novembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n°2), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Éric **LE FEVRE**, Jean-Pierre **LAURENT** (départ à compter de la délibération n°8-178), Isabelle **CREVEL**, Virginie **VANDAELE**, Aurélien **LECACHEUR**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE** (présente à partir de la communication n°2)
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Gilles **BELLIERE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Aliko **PERENDOUKOU** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Edith **LEROUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Véronique **BLONDEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE** (départ à la délibération n°8-178)
Agnès **MERLIN** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Arnaud **LECLERRE**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 16 novembre 2020

2020.11/COM2

CONSEIL MUNICIPAL – COMMUNICATION – SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Le Conseil Municipal de Montivilliers en débat d'orientations budgétaires pour 2021 pour mobiliser des réponses solidaires à la crise.

Le conseil municipal est réuni ce lundi 16 novembre 2020, salle Michel VALLERY, dans les circonstances particulières marquées par la crise sanitaire et le confinement. La moitié des élus est conviée et ce, pour apparaître exemplaires. Un mois avant l'adoption de son budget prévisionnel pour 2021, le débat d'orientations budgétaire est à l'ordre du jour. Un exercice particulier dans une période marquée par les incertitudes liées à la crise sanitaire. La première priorité, c'est la solidarité pour répondre aux effets de la crise. La ville avancera également dans la mise en œuvre de ses nouvelles orientations pour des transitions écologiques. Plusieurs décisions marquant le renouveau de l'action de la ville sont également à l'ordre du jour comme la suite du plan d'action en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes avec l'ouverture de missions de services civiques en 2021.

A l'initiative de la majorité, le conseil municipal a également adopté une motion de soutien au commerce de proximité en lien avec les 10 propositions de l'Association des Petites Villes de France.

MONTIVILLIERS SOLIDAIRE DES COMMUNES SINISTRÉES DES ALPES-MARITIMES

Comme suite aux conséquences dramatiques de la tempête Alex d'octobre dernier dans les Vallées de la Tinée, de la Vesubie et de la Roya, dans l'arrière-pays Niçois, une subvention de 2000 € est proposée au vote ce soir pour répondre aux appels aux dons de la Croix-Rouge et du Secours populaire, qui interviennent auprès des habitants.

SERVICE CIVIQUE : SUITE DE LA POLITIQUE PUBLIQUE EN FAVEUR DE L'ACCÈS DES JEUNES À L'EMPLOI ET À LA FORMATION.

La Ville de Montivilliers n'avait pas renouvelé son agrément pour le service civique et ne proposait pas de mission dans ce sens. Dans la continuité de son action en faveur de l'accès des jeunes à la formation et à l'emploi, initiée par une première décision pour accueillir des apprentis, la ville pourra proposer des missions de services civiques aux jeunes en 2021. Elle pourra s'appuyer sur l'agrément de la mission locale *« la Ville devient active dans ce domaine essentiel en faveur des jeunes, notamment dans cette période de crise. 9 jeunes en services civiques pourront être accueillis dans des missions ayant trait à la solidarité, l'environnement et les transitions écologiques, l'accès au numérique, la culture... »*.

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021 SANS AUGMENTATION DES IMPÔTS

Le Débat d'orientations budgétaires permet d'évoquer le cadre économique et financier dans lequel la collectivité agira en 2021 avec ses grandes orientations d'actions. L'année 2020 est marquée par une récession sans précédent depuis les années 30 en Europe et en France. Le recul du PIB pourrait s'établir à - 10 % cette année et le rebond attendu, de l'ordre de 8 % et ne permettant pas de

retrouver le niveau d'activité de 2019, reste soumis à l'évolution de la crise sanitaire. Le taux de chômage en France pourrait remonter à près de 10 %, il est en moyenne d'1 point supérieur en Seine-Maritime.

La Ville entend répondre à l'une des principales observations de la Chambre régionale des Comptes en 2019, soit une prévision budgétaire en fonctionnement améliorant la sincérité des inscriptions. En effet, de manière quasi-systématique, le Budget inscrivait des crédits qui n'étaient consommés qu'à 85 %.

2021 sera marquée par une nouvelle étape dans la suppression de la taxe d'habitation, par tiers d'ici 2023 pour les 20 % des contribuables les plus aisés. La taxe d'habitation ne sera plus attribuée aux communes qui reçoivent en contrepartie le produit de la part départementale de la taxe foncière.

Comme elle s'y était engagée, la majorité n'augmentera pas la fiscalité locale.

2021 reste bien évidemment marquée par les aléas et les incertitudes liées à la crise sanitaire.

La première priorité de la Ville sera bien évidemment la réponse solidaire à la crise sanitaire et à ses effets économiques et sociaux. Une étude sera lancée pour une maison médicale en centre-ville. La transition environnementale marquera également les priorités d'actions, notamment dans les choix d'investissements, la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les écoles, la saine alimentation, la volonté d'hisser Montivilliers au rang de ville durable. La culture et l'éducation seront également au cœur des priorités, avec la candidature de la Ville pour l'installation d'une Micro-folie (musée numérique).

UNE MOTION DE SOUTIEN AU COMMERCE DE PROXIMITE

Les incertitudes ne portent pas que sur l'année 2021, elles concernent bien évidemment le mois de décembre. Quelles seront les décisions du Gouvernement à l'issue de ce confinement ? Quels commerces pourront rouvrir ? Sera-t-il possible de tenir un marché de Noël ?

Nous avons fait le point sur la réorganisation des services dans ce confinement avec le déclenchement du Plan communal de sauvegarde le 30 octobre dernier. L'action en lien avec les commerçants particulièrement impactés par la situation a également été rappelée. *« Je reste convaincu que le Gouvernement doit revenir à plus de cohérence et permettre une réouverture de commerces capables de réguler leur fréquentation avec des protocoles renforcés. Ce ne serait pas un recul de la protection sanitaire ».*

La majorité municipale, propose ce soir d'adopter une motion de soutien au commerce de proximité et à l'artisanat, s'associant à la contribution et aux dix propositions de l'Association des Petites Villes de France.

Nicolas SAJOUS, Adjoint à la Vie culturelle - Pour le Marché de Noël, un dossier de demande d'autorisation retravaillé sera déposé pour maintenir la possibilité de tenir un marché de Noël remanié. *« Tout ceci reste incertain et soumis à autorisation préfectorale, mais il faut rester prêts en cas d'amélioration le 1^{er} décembre. Cela ne sera pas le marché de Noël imaginé et préparé, car il faudra de toutes façons supprimer les animations et déambulations initialement prévues. Mais, dans la mesure du possible, nous souhaitons maintenir un marché de Noël, avec ses chalets et ses commerçants, plus espacés, un sens de circulation unique, en cohérence avec notre soutien au commerce local, aux producteurs et aux artisans, comme à la vie associative ».*

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE COMMUNICATION.

Envoyé en préfecture le 25/11/2020

Reçu en préfecture le 25/11/2020

Affiché le

 SLO

ID : 076-217604479-20201116-M_2011_COM2-DE